

# Turquie : réalités du féminisme, ambiguïtés du kémalisme

**Aybegül Yaraman**

DANS **APRÈS-DEMAIN** 2007/1 N° 1, NF, PAGES 16 À 19  
ÉDITIONS **FONDATION SELIGMANN**

ISSN 0003-7176

DOI 10.3917/apdem.001.0016

Date de mise en ligne : 01/01/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-apres-demain-2007-1-page-16?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Fondation Seligmann.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Aybegül YARAMAN

## TURQUIE : RÉALITÉS DU FÉMINISME, AMBIGUÏTÉS DU KÉMALISME

La dualité tradition-modernité est une des problématiques les plus complexes au fondement même de la société turque. Notons d'abord que, faute de structure de base telles qu'un appareil de production basé sur l'industrialisation, le processus de modernisation a été conduit en imitation des institutions de l'Occident, autrement dit comme une opération d'occidentalisation de la Turquie. La femme, influençant les changements sociaux, et en retour influencée par eux, étant considérée comme la pierre angulaire de cette évolution.

### UNE ÉMANCIPATION QUI VIENT DE LOIN

Si le discours historique dont la femme est absente est monnaie courante partout, c'est encore plus vrai en Turquie où la lutte des femmes pour l'égalité des droits fut passée sous silence et les acquis obtenus du début du XX<sup>ème</sup> siècle présentés comme un "don" bienveillant du kémalisme, et de son fondateur Atatürk.

L'organisation sociale ottomane encadrait, dans un traditionalisme patriarcal rigide, la femme, dont les droits civils, notamment son statut social imposé par l'ordre juridique religieux, étaient extrê-

mement limités. En institutionnalisant la polygamie, la Charia ne reconnaissait aucun droit à la femme en matière de mariage et de divorce. Le témoignage d'un homme valait celui de deux femmes ; héritières, elles n'avaient droit qu'à la moitié de la part des hommes ; les marchés aux femmes esclaves, où les prix étaient fixés par la municipalité, eurent longtemps cours. Même si les réformes du Tanzimat, ou Charte de Gul-Hâné, ne comportaient rien de significatif quant à la condition féminine, une certaine émancipation vit timidement le jour. A cette époque, le débat sur le code civil occupait une place cruciale. Le texte juridique finalement produit fut la Medjellé - le Code ottoman - codifiée entre 1870 et 1876 qui contenait des articles empruntés au droit islamique. En 1847, les marchés aux esclaves furent fermés, puis l'achat et la vente d'êtres humains interdits. En 1856, tout comme leur frère, les filles eurent pleinement droit à l'héritage de leur père.

Quant à l'enseignement, l'ouverture des premières écoles primaires pour les filles date de 1778. Mais il faut attendre 1862 pour voir la création d'écoles secondaires. En 1873, est fondée l'Ecole Normale de Filles, où l'on formera les institutrices pour les collèges féminins. De plus, l'article 114 de la Constitution de 1876 rend obligatoire l'enseignement primaire aussi bien pour les filles que pour

les garçons. En 1914, des cours destinés aux jeunes filles sont inaugurés à l'Université d'Istanbul. Cette section féminine comporte trois facultés : Lettres, Mathématiques et Sciences Naturelles. Au cours de la même année, la faculté des Beaux Arts pour les Filles est fondée. En 1921-1922 la Faculté de Droit, puis, en 1922-1923, la Faculté de Médecine ouvrent leurs portes aux filles. A la suite de l'occupation des classes réservées aux étudiants mâles par les étudiantes, l'enseignement universitaire devient entièrement mixte en 1921.

A partir de la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, la question féminine sera un sujet cher aux intellectuels, hommes et femmes, qui pensaient que le niveau de civilisation d'une société était étroitement lié à celui de la femme. Cette attitude, en passant par la période de la fondation de la République, prévaut encore à ce jour en Turquie. Fatma Aliye, une intellectuelle remarquable, surtout pour l'époque, publie un ouvrage, paru d'abord en France en 1894 (*Les Musulmanes Contemporaines*) puis en Turquie en 1911, qui traite de la condition féminine. Après 1877, année de parution du premier roman écrit par une femme (Zafer Hanum : *L'Amour de la Patrie*), la question féminine sera aussi le thème central de la littérature turque. Parallèlement aux publications littéraires et intellectuelles, des articles, des pages entières et des suppléments réservés, des numéros spéciaux de journaux et des revues consacrés à la femme (près d'une trentaine à la veille de la proclamation de la République en 1923) se multiplient. Le débat public sur la question féminine et l'apparition des femmes écrivains et de lectrices sera alors à l'origine d'une prise de conscience qui donnera naissance aux organisations des femmes. Avec des objectifs plutôt philanthropiques, les associations féminines (près de trente dans la période qui précède l'instauration de la République) permettront aux femmes turques de s'insérer dans la vie publique et elles seront à l'origine de la formation de la conscience et de la socialisation politique de beaucoup d'entre elles. Sur 51 associations ayant participé au Conseil National (fondé en

1918 afin de coordonner les forces nationales pour la Guerre d'Indépendance), 16 étaient féminines.

Dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle, la présence des femmes au travail est donc beaucoup plus marquée, non seulement à cause de l'évolution de leur condition, mais aussi du fait des guerres incessantes qui gardent les hommes au front ; la femme turque travaille dans les ateliers, participe à la vie économique en tant que commerçante, enseignante, couturière, infirmière, ouvrière de travaux publics et même barbier ! A la fin de la Première Guerre mondiale, les femmes sont acceptées au Conservatoire, peuvent ambitionner de devenir actrices et la première d'entre elles monte sur scène en 1920. Parallèlement, en 1916, l'association islamique pour la main d'œuvre féminine est créée, avec pour but de protéger les femmes en les habituant à gagner leur vie "de manière honnête" : elle traitera en un mois et demi 14.000 dossiers de demande d'emploi.

L'occupation d'Izmir, le 15 mai 1919, est une date décisive pour les femmes comme pour le peuple tout entier. Nous sommes à la veille de la Guerre d'Indépendance contre les Grecs et leurs alliés britanniques. Au début, on voit des femmes assister en masse aux meetings de protestation contre l'envahisseur, où elles prennent la parole, à Istanbul mais aussi ailleurs. En 1919, à Sivas, un groupe de femmes fonde l'Association des femmes d'Anatolie pour la défense de la patrie. Des sections locales se forment progressivement à travers toute l'Anatolie, plaçant ainsi les femmes turques au cœur du combat.

### RÉFORMES AUTHENTIQUES ET CONSERVATISME SOCIAL : DEUX VISAGES DU KÉMALISME

Le processus d'émancipation féminine va revêtir un aspect plus concret après la proclamation de la République, le 29 octobre 1923.

Les changements dans l'habillement des femmes en sont un exemple frappant. Dès 1911, des femmes musulmanes avaient enlevé leur voile pour pouvoir travailler plus commodément dans les magasins et les bureaux. Dès 1929, à Istanbul, près de 90% des femmes ne sont plus voilées, bien qu'aucun règlement n'interdise de l'être.

Des lois entérinent ces évolutions. Ainsi, la loi sur l'unification de l'enseignement adoptée en 1924, ne fait pas reconnaître le droit à l'enseignement pour les deux sexes : elle supprime aussi les écoles coraniques et l'enseignement religieux.

Le Code civil, adopté en 1926, proclame la monogamie, les droits égaux face au divorce, le partage de l'autorité parentale, l'égalité dans l'héritage. Les mariages coraniques ne sont plus reconnus.

Bien que le droit de vote et d'éligibilité n'ait été reconnu aux femmes qu'en 1934 - tout de même dix bonnes années avant la France - le Parti Populaire des Femmes est fondé dès 1923. Son objectif est l'égalité des deux sexes dans le domaine social, économique et politique. Ce parti, dissous à la suite de la fondation du parti d'Atatürk (le Parti Républicain du Peuple) renaîtra sous le nom d'Union des Femmes, mais, dès les élections de 1919 et 1924, Halide Edip, célèbre femme écrivain, militante de droits de femmes, combattante de la Guerre de l'Indépendance, obtiendra des suffrages en dépit de sa non-éligibilité.

L'origine et l'obtention de ces droits ont été très liées à la lutte des femmes (qui aura constitué la première vague du mouvement féministe en Turquie) et à la transformation de la condition féminine ; en effet, d'un autre côté, bon nombre de cadres kémalistes ont tout fait pour freiner l'évolution en cours, malgré les discours modernistes officiels. En 1935, alors que 18 femmes députés sont élues au Parlement, l'Union des Femmes Turques

est en butte à une sourde répression ; sa présidente, nommée par la caste dirigeante à la place d'une féministe trop remuante, allant jusqu'à déclarer : "les femmes turques ayant accédé pleinement au statut d'égalité avec les hommes, l'Union n'a plus de raison d'exister." Ainsi s'acheva la première saga du mouvement des femmes en Turquie.

## LA RECONNAISSANCE DE L'IDENTITÉ FÉMININE

A partir de 1949 seulement, les femmes recommencent à se regrouper, à se fédérer, au sein des sections turques d'organisations internationales. Un quart de siècle plus tard, on les verra fréquemment dans des associations dont l'objectif principal est alors plutôt la révolution marxiste-léniniste que l'émancipation féminine. En 1966, la convention du Bureau international du travail, le B.I.T., sur l'égalité des salaires est ratifiée ; en 1983, l'IVG est légalisée.

A partir du coup d'Etat militaire de 1980, alors que toutes les organisations politiques, économiques et sociales sont interdites ou mises en sommeil, le mouvement des femmes s'affirme comme composante de l'opposition démocratique. Les femmes forment de petits groupes de discussion sur la littérature féministe, lancent des débats dans les journaux, fondent une maison d'édition à elles, qui publie des traductions de textes et de manifestes féministes importants. Les échanges ne se limitent pas aux femmes intellectuelles et urbaines des classes aisées. Par les revues et les suppléments des journaux populaires, et surtout par le best seller de Duygu Asena, *La Femme n'a pas de nom*, les idées féministes se répandent dans toutes les couches sociales.

En 1986, une campagne de pétition est lancée pour l'application de la Convention

internationale des Nations Unies contre toute discrimination envers les femmes. En 1987 est organisée une manifestation contre la violence domestique et, trois ans plus tard, est lancée la Fondation du Toit Mauve, destinée à offrir des refuges aux femmes maltraitées. Pendant ce temps, à Istanbul, le premier abri pour femmes victimes de violences est ouvert par la municipalité. La même année, un Ministère d'Etat chargé du statut de la femme est créé ; un Centre de recherches sur la question féminine est fondé à l'Université d'Istanbul, puis dans les autres universités (treize actuellement) et une Bibliothèque des Femmes est ouverte.

En 1993, une banque d'Etat commence à accorder des crédits à très bas taux d'intérêt à des femmes ayant un projet professionnel ou d'entreprise. En 1995, d'abord à Urfa, ensuite dans 21 autres villes à l'est et au sud-est de la Turquie, des centres sociaux destinés à améliorer la condition féminine, sont ouverts. En 2001 les nouveaux Code Civil et Code Pénal, expurgés de leurs articles sexistes, sont adoptés.

Malgré cela, le taux d'emploi féminin, qui était de 34% en 1990, revient à 25% en 2004 ; en effet, alors que les femmes constituaient une part importante de la main d'œuvre domestique - et gratuite - en milieu paysan, elles vont se retrouver, après leur arrivée dans les grandes villes où les a poussées l'exode rural, confinées dans leurs foyers, par manque de qualifications et de diplômes. Dans la fonction publique, les femmes ne fournissent que 9% des cadres supérieurs, 15% des diplômées de l'université sont sans emploi. 11,5% seulement des femmes sont propriétaires de leur logement, alors qu'elles représentent 38,5% des enseignants du supérieur, 54% des professions médicales, 40% des juristes, 15% des archi-

tectes et des ingénieurs et 42% des étudiants. L'organisation patronale turque - l'équivalent du MEDEF français - est présidée par une femme.

Par ailleurs, le mouvement islamiste, de plus en plus présent dans le débat intellectuel, le milieu intellectuel, social et politique depuis les années 1980, s'est quelquefois trouvé, paradoxalement, aux côtés des femmes, du moins de celles dont la revendication était de pouvoir porter le voile dans les lieux publics ; mais ceci est une autre affaire, car que penser d'un tel "droit", directement produit par le système patriarcal ?

## QUEL FÉMINISME POUR DEMAIN ?

Le taux de représentation politique des femmes à l'Assemblée Nationale ne parvient toujours pas à passer la barre des 5%. Un maire sur 200 est une femme. Dans le Gouvernement d'exception constitué après le putsch de 1971, il y eut bien une femme, mais c'est seulement en 1983 qu'une femme sera nommée ministre dans un cadre démocratique. Dans les années 1990, des femmes vont occuper des fonctions gouvernementales très importantes, avec des portefeuilles comme ceux des Affaires étrangères, de l'Intérieur ou de l'Économie. En 1993 M<sup>me</sup> Tansu Çiller deviendra Premier ministre.

En matière de condition féminine, la Turquie est donc un pays pétri de contradictions. Malgré des efforts incontestables depuis plus d'un siècle, la dualité entre tradition et modernité persiste, non seulement à propos des femmes mais aussi dans la société toute entière. Il sera intéressant de voir si elle perdure encore ou s'estompe enfin.

**Aybegül YARAMAN**